



SIPPEREC
ÉNERGIES ET COMMUNICATIONS

COMITE DU 13 DECEMBRE 2018

PJE

Annexe n° 2018-12-66

au procès-verbal

OBJET : Rapport d'activité 2017 de la concession pour le réseau câblé de vidéocommunication de la Ville de Rungis

Le Comité,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment son article L.1411-3,

Vu l'article 33 du décret n° 2016-86 du 1^{er} février 2016 relatif aux contrats de concession,

Vu la convention de concession pour l'établissement et l'exploitation d'un réseau câblé de vidéocommunication, conclue le 5 février 1990 entre la Ville de Rungis et la société Téléservice Ile-de-France,

Vu la délibération n°2011-10-85 du Comité syndical du 11 octobre 2011 acceptant le transfert du réseau câblé de vidéocommunication de Rungis,

Vu l'article 33 du décret n° 2016-86 du 1^{er} février 2016,

Considérant que la concession pour le réseau câblé de vidéocommunication de la Ville de Rungis prévoit la transmission du compte-rendu technique et financier de l'année précédente au plus tard le 1^{er} juin de chaque année,

Vu le rapport d'activité 2017 de la concession pour le réseau câblé de vidéocommunication de la Ville de Rungis remis par SFR Fibre le 12 novembre 2018,

Considérant que le rapport d'activité remis ne satisfait pas pleinement aux obligations réglementaires et contractuelles du concessionnaire,

Sur proposition du Bureau,

A l'unanimité,

DELIBERE

Article 1er : Refuse, en l'état, de prendre acte de la transmission du rapport d'activité 2017 de la concession du réseau câblé de vidéocommunication de la ville de Rungis communiqué par SFR Fibre le 12 novembre 2018.

Article 2 : Demande au délégataire de fournir les éléments demandés par le SIPPEREC dans son courrier du 23 avril 2018.

Article 3 : Mandate le Président aux fins de mettre en œuvre toute action pour que le délégataire satisfasse à ces demandes.

Certifié exécutoire, le présent acte, compte tenu :

- De son affichage
- De sa transmission en préfecture
- De sa notification à l'intéressé

SEANCE DU COMITE DU 13 DECEMBRE 2018

**COMPETENCE : RESEAUX DE COMMUNICATIONS ELECTRONIQUES
ET SERVICES DE COMMUNICATION AUDIOVISUELLE**

Délégués en exercice :	113	Présents	55
		Représentés	16
Délégués en exercice représentant les adhérents à la compétence réseaux de communications électroniques et services de communication audiovisuelle	91		
Délégués présents représentant les adhérents à la compétence réseaux de communications électroniques et services de communication audiovisuelle	47		
Ayant donné pouvoir au titre de la compétence réseaux de communications électroniques et services de communication audiovisuelle	9		
Votants au titre de la compétence réseaux de communications électroniques et services de communication audiovisuelle	56		

L'an deux mille dix-huit, le 13 décembre à 10 heures 25, les membres du Syndicat Intercommunal de la Périphérie de Paris pour les Energies et les Réseaux de Communication, régulièrement et individuellement convoqués par le Président le 7 décembre 2018, se sont réunis au nombre de 47 présents, 9 délégués ayant donné pouvoir et peuvent délibérer valablement conformément aux articles 10.1 et 19 des statuts approuvés par délibération du 17 octobre 2017 et aux articles L.2121-12, L.2121-20, L.5211-1 du Code Général des Collectivités Territoriales, à l'Espace Van Gogh situé 62 Quai de la Râpée à Paris 12ème, sous la présidence de Monsieur Jacques J.P. MARTIN.

Etaient présents au titre de la compétence « Réseaux de communications électroniques et services de communication audiovisuelle » :

M. FRANCESCHI (Alfortville), Mme LEMMET (Antony), M. BREUILLER (Arcueil), Mme BOUDJENAH (Bagneux), M. KHOKHAR (Bagnolet), Mme THOMASSIN (Bondy), M. DOUET (Bonneuil-sur-Marne), M. HAYAR (Bourg-la-Reine), M. BESNARD (Cachan), M. FAUTRE (Champigny-sur-Marne), M. BENOIT (Charenton-le-Pont), M. SEGAUD (Châtenay-Malabry), M. BOULAY (Châtillon), M. BISSON (Chaville), M. PHALIPPOU (Chevilly-Larue), M. DIGUET (Choisy-le-Roi), Mme LEROUX (Cœur d'Essonne Agglomération), M. PELLETANT (Communauté Paris Saclay), M. DUKAN (Créteil), M. AMARI (Drancy), M. ADAM (Dugny), M. GUNTZBURGER (Fontenay-aux-Roses), M. MERIOT (Gennevilliers), M. AGGOUNE (Gentilly), M. DESLANDES (Les Lilas), M. SUJOL (Les Pavillons-sous-Bois), M. AUBERT (L'Haÿ-les-Roses), M. VACANT (L'Île-Saint-Denis), M. VOILLEMEN (Livry-Gargan), M. BARNOYER (Maisons-Alfort), M. LE CHEQUER (Montreuil), M. MILLOTTE (Montrouge), M. MARTIN (Nogent-sur-Marne), Mme BONNISSEAU (Orly), M. SEGAL-SAUREL (Pantin), Mme CELESTIN (Romainville), M. BOYER (Rosny-sous-Bois), M. LEROY (Rungis), M. TINEL (Saint-Mandé), Mme CERF (Saint-Ouen-sur-Seine), Mme TESSIER-KERGOSIEN (Stains), M. RATTER (Valenton), M. VOISINE (Vanves), M. DUCELLIER (Villejuif), M. BORTOLAMEOLLI (Villeneuve-la-Garenne), M. HENRY (Villeneuve-Saint-Georges), M. RAMAEL (Vitry-sur-Seine).

Ont donné pouvoir au titre de la compétence « Réseaux de communications électroniques et services de communication audiovisuelle » :

Monsieur de PAOLI, délégué titulaire de Bobigny, donne pouvoir à Monsieur ADAM, délégué titulaire de Dugny,

Monsieur HILDBRAND, délégué titulaire de Bry-sur-Marne, donne pouvoir à Monsieur BEGAT, délégué titulaire de Villiers-sur-Marne,

Monsieur GUIMARD, délégué titulaire de Clamart, donne pouvoir à Monsieur BISSON, délégué titulaire de Chaville.

Madame BRUNET-DINE, déléguée titulaire de Fresnes, donne pouvoir à Monsieur BREUILLER, délégué titulaire d'Arcueil et Vice-Président,

Madame LATEB, déléguée titulaire du Kremlin-Bicêtre, donne pouvoir à Monsieur MARTIN, délégué titulaire de Nogent-sur-Marne et Président,

Madame DESCHIENS, déléguée titulaire de Levallois-Perret, donne pouvoir à Madame LEMMET, déléguée titulaire d'Antony,

Monsieur VINENT-GARO, délégué titulaire de Neuilly-sur-Seine, donne pouvoir à Madame SZABO, déléguée titulaire d'Issy-les-Moulineaux,

Madame BERTRAND, déléguée titulaire de Saint-Maurice, donne pouvoir à Monsieur BENOIT, délégué titulaire de Charenton-le-Pont et Membre du Bureau,

Monsieur BENSOUSSAN, délégué titulaire de Vincennes, donne pouvoir à Monsieur TINEL, délégué titulaire de Saint-Mandé,

Les délégués présents et les délégués ayant donné pouvoir forment la majorité des membres en exercice et peuvent délibérer valablement conformément aux articles 10.1 et 19 des statuts et aux articles L.2121-20 et L.5211-1 du Code Général des Collectivités Territoriales.